



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°85 (N°167) – 2 €

1^{ER} DECEMBRE 2022

Pour défaire l'offensive généralisée du gouvernement Macron contre les travailleurs et la jeunesse

Rien n'est possible sans que soit brisée par les travailleurs la collaboration-concertation des appareils syndicaux avec le gouvernement !

« La croissance la plus morose depuis 2001 »

« L'activité économique mondiale subit un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. »

Telle est la première phrase du rapport du FMI d'octobre. Ne cherchez pas dans le rapport du FMI les véritables raisons de ce marasme. Le FMI a un intérêt vital à cacher que la cause est à chercher dans le mode de production capitaliste lui-même. Nos lecteurs les trouveront plutôt dans le précédent numéro de CPS (CPS n°84, du 6 octobre), en particulier dans l'article intitulé « *La récession généralisée qui vient...* ».

Et c'est parce qu'il n'y a rien de fondamental à ajouter à ce diagnostic qu'on ne reviendra pas en détail sur la situation économique. La récession à venir est une certitude. Elle promet d'être particulièrement sévère en Europe qui concentre tous les facteurs de crise. Mais au-delà de la récession, pèse la menace d'un véritable effondrement, sans qu'on puisse en indiquer les délais.

À cet égard, ce qui vient de se produire en Grande-Bretagne constitue un présage et un avertissement. Dans le cadre du sauve-qui-peut général, le gouvernement Truss se faisait fort d'attirer les capitaux par une politique de flat tax (baisse brutale de l'impôt pour les patrons) battant tous les records, dans le but de transformer la Grande-Bretagne en « Singapour sur Tamise », en véritable paradis fiscal au prix d'une augmentation de l'endettement massif de l'État. Las ! Le résultat fut un désastre. Voilà que les prêteurs de la Grande-Bretagne sont saisis d'angoisse sur la soutenabilité de la dette britannique, que les obligations s'effondrent, que les taux s'affolent, entraînant dans la tourmente les fonds de pension britanniques (une véritable

leçon sur ce qui attend les salariés dans le cadre de la retraite par capitalisation !). Voilà que la Banque d'Angleterre, qui, comme la plupart des banques centrales, s'était engagée dans une politique de réduction de son bilan, est contrainte de faire violemment marche arrière, de racheter en masse les obligations d'État. Une fois encore, la glissade financière s'est ainsi arrêtée à l'extrême bord du précipice. Le gouvernement Truss lui, n'a pas évité la chute. Mais l'angoisse ne s'arrêtait pas au bord de la Tamise. La Grande-Bretagne n'est sans doute pas la puissance dominante qu'elle était jusqu'en 1914. Mais c'est autre chose que la Grèce. La banqueroute britannique eût constitué une déflagration mondiale. Elle a été évitée. Encore une fois. Mais pour combien de temps ?

Sur un autre plan, l'effondrement et la faillite éclair de FTX, l'une des principales plateformes d'échange de crypto-actifs, sont parfaitement révélateurs des risques financiers qui s'accumulent. En tant que tel, l'effondrement de FTX et la contamination à un grand nombre d'acteurs du marché des crypto-actifs ne menace pas de déstabiliser le système financier international : la taille de ce marché est relativement modeste et ses ramifications avec les autres segments des marchés financiers plutôt limitées. Il faut toutefois considérer la question sous un double aspect. D'abord, les déboires de ce marché illustrent combien les crypto-actifs constituent la quintessence du capital-fictif : contrairement aux actions et obligations d'une entreprise qui ouvrent droit au versement de dividendes et taux d'intérêt, versements eux-mêmes adossés aux profits réalisés par l'entreprise,..... (Suite p.2)

Sommaire

• ÉDITORIAL.....	P.1
• SUPPLEMENT RETRAITES (8 NOVEMBRE 2022)	P.10
• COMMUNIQUE IRAN (31 OCTOBRE 2022)	P.12
• ON NOUS COMMUNIQUE.....	P.14
• BRESIL : APRES L'ELECTION DE JUSTESSE DU TICKET LULA-ALCKMIN... ..	P.18
• GRANDE-BRETAGNE : LES PUISSANTES MOBILISATIONS DU PROLETARIAT BRITANNIQUE.....	P.24

les détenteurs de crypto-actifs ne peuvent espérer gagner de l'argent qu'à travers une augmentation du cours de l'actif qu'ils détiennent. En ce sens, les crypto-actifs magnifient la tendance à la spéculation propre au capital financier. Ensuite, les difficultés de ce marché découlent directement de la raréfaction des liquidités consécutive au durcissement de la politique monétaire en Europe et aux

États-Unis : à mesure que la liquidité se raréfie, les possibilités de spéculation se réduisent, déclenchant une spirale baissière qui s'auto-entretient. S'il s'agit d'un phénomène à l'œuvre en général, sur le marché des crypto-actifs, il prend un tour plus marqué étant donné que ce marché ne repose que sur les possibilités de spéculer.

Les conseils du FMI et la réalité des rapports inter-impérialistes

Dans le même rapport du FMI, on peut lire au détour d'une phrase : « *Une coopération multilatérale efficace est nécessaire pour accélérer la transition vers les énergies vertes et éviter la fragmentation.* »

Coopération multilatérale ? Éviter la fragmentation ? Qui ne voit que le chemin emprunté par les différentes puissances impérialistes est exactement inverse !

Dans *Le Monde* du 21 octobre, Alain Frachon décrit ainsi l'objectif de Biden :

« *L'ambition est d'empêcher les Chinois d'acquérir les semi-conducteurs et autres composants électroniques les plus sophistiqués dont ils ont besoin et qu'ils ne produisent pas encore. Toutes les sociétés américaines susceptibles de fournir au vaste marché chinois ne seraient-ce que des éléments de ces composants, voire du software, sont répertoriées. Objectif : imposer à ces entreprises un embargo total sur les ventes en Chine. La même pression est exercée à l'encontre de compagnies européennes ou asiatiques de high-tech présentes sur le marché chinois.* »

Il ne s'agit donc pas d'« éviter la fragmentation » mais au contraire de la mettre en œuvre. Biden, cité dans le même article, explique : « *Notre priorité est de conserver notre avantage compétitif sur la Chine* ». A quel prix ? Au prix de l'amplification du marasme économique global induite par la réduction des échanges mondiaux. Au prix fort pour les entreprises ainsi touchées par l'embargo. Ainsi, le leader mondial taiwanais des semi-conducteurs TSMC est sommé de se soumettre alors qu'il vendait 55 % de ses puces à la Chine !

C'est pourquoi cette politique rencontre de sérieux obstacles, aux États-Unis-mêmes, et plus encore à l'extérieur. En se rendant en Chine, Scholz a indiqué qu'il n'était « *pas partisan du découplage* ». L'impérialisme allemand entend ne pas être embarqué dans la politique d'isolement économique de la Chine. La politique de Scholz répond aux exigences des secteurs les plus déterminants du capitalisme allemand.

C'est accompagné des patrons de la chimie, de Volkswagen, de Siemens notamment qu'il s'est rendu en Chine, refusant par contre d'y être accompagné par Macron. En février dernier, le patron de la chimie allemande expliquait : « *Quand la Chine représente dans la chimie la moitié du marché mondial, on ne peut se permettre de l'ignorer.* » Tout est dit.

Les causes de friction entre l'impérialisme US et l'impérialisme allemand ne se limitent pas là. L'impérialisme US utilise à son profit la guerre en Ukraine pour acquérir un avantage compétitif précieux. L'énergie coûte sept fois plus cher en Europe qu'aux USA. En outre, Biden n'hésite pas à avoir recours aux mesures protectionnistes contre la production allemande. Par exemple dans le cadre de sa loi dite « anti-inflation », le gouvernement américain vient de décider de subventionner largement l'achat de voitures électriques... à condition qu'elles soient produites sur le sol américain.

L'Allemagne – ici accompagnée de la voix qui ne porte pas loin de la France – proteste au nom de la concurrence « non faussée ». Mais ce que l'impérialisme allemand reproche aux USA, il n'hésite évidemment pas à y avoir recours lui-même. Les rapports inter-impérialistes n'obéissent décidément pas aux impératifs moraux des philosophes ! Ainsi, l'Allemagne s'oppose de toutes ses forces à une réglementation du prix du gaz en Europe, demandée à grands cris par l'impérialisme français accompagné de quelques autres en Europe (Italie, Espagne, etc.). L'impérialisme allemand fait savoir aux autres puissances impérialistes de l'UE qu'il a les moyens, grâce à sa prospérité antérieure, grâce à son plus faible endettement, de mettre 200 milliards sur la table pour soutenir ses entreprises capitalistes en proie à l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité. Que les autres n'aient pas les mêmes moyens, peu lui chaut ! Tant pis, cette fois, pour la concurrence « non faussée », « loyale » et autres billevesées...

Charm-El-Cheik : la mascarade de la COP 27

Dans son rapport cité au-dessus, le FMI évoque aussi la « *transition vers les énergies vertes* ». L'éditorial de *CPS* n°84 a largement évoqué l'accélération de la catastrophe climatique. L'OMM (Organisation météorologique mondiale) établit : « *Les concentrations atmosphériques des trois principaux gaz à effet de serre (...) ont battu de nouveaux records en 2021(...) jamais la progression annuelle des concentrations de méthane n'a été aussi forte qu'en 2021. (...) Le taux d'accroissement du dioxyde de carbone entre 2020 et 2021 a été supérieur à la moyenne du taux d'accroissement annuel des dix années*

précédentes (...) ces concentrations continuent d'augmenter en 2022 sur l'ensemble du globe. »

La guerre et les conséquences sur l'approvisionnement du gaz, la sécheresse et ses conséquences sur la production d'électricité dépendant des cours d'eau, le développement de l'économie de guerre : tout contribue à une telle augmentation. Sans forcément reprendre à notre compte l'ensemble des positions qu'il défend, on ne peut que donner raison au chercheur et militant suédois Malme lorsqu'il tire cette conclusion : « *Les classes dirigeantes sont foncièrement incapables de répondre à la catastrophe autrement qu'en la précipitant* ». Et pour cause ! Les

capitalistes ne s'intéressent à « l'économie verte » que dans la stricte mesure où celle-ci constitue une nouvelle source de profit, notamment par l'accélération de la rotation du capital. L'exemple de l'automobile est illustratif. L'intérêt « écologique » de la voiture électrique est plus que douteux. Par contre, il ne fait pas de doute que le tournant vers l'électrique va se traduire et se traduit par des centaines de milliers de licenciements, et par une augmentation très importante du profit. Les patrons de l'automobile indiquent eux-mêmes que la marge sur un véhicule électrique est beaucoup plus importante que sur une voiture thermique, et que c'est ce qui fait l'intérêt du tournant vers l'électrique. Hors du combat pour en finir avec le système capitaliste, il n'y a aucune possibilité de conjurer la catastrophe climatique.

De ce point de vue, la COP 27 est, autant et plus que les COP précédentes, une véritable mascarade. Le fait qu'elle se tienne en Egypte en dit long : l'Égypte de Sissi et ses 60 000 prisonniers politiques, son régime de tortures et de terreur. Sissi vient de passer un accord avec le FMI instaurant la livre flottante. Les « études économiques » du Crédit Agricole en appréciant cyniquement les conséquences : « Une des conséquences relativement indésirables de la chute de la devise à court terme est d'ailleurs une relance de l'inflation importée au cours des prochains mois. Celle-ci devrait rester entre 15 % et 18 %

au dernier trimestre de 2022 et s'établir à 13,3 % en moyenne pour l'ensemble de l'année 2022.

Une probable réduction des importations (notamment les importations alimentaires avec ses conséquences en termes de famine, ndlr) est aussi attendue dans les prochains mois en raison de leur renchérissement, ce qui devrait améliorer marginalement la balance commerciale. La dévaluation va aussi aider au retour des investissements directs étrangers. Les investisseurs étrangers étaient en position d'attente, un ajustement du change permettant des achats d'actifs à des prix « décotés » plus favorables. »

Cette politique méritait bien de la part des puissances impérialistes une petite récompense, l'organisation en Egypte de la COP 27, véritable blanchiment de la dictature de Sissi. Celle-ci est méritante pour lesdites puissances à plus d'un titre : grosse acheteuse d'armement militaire, pièce maîtresse de l'ordre dans cette région du monde, de la collaboration étroite avec l'État sioniste au soutien au régime militaire au Soudan contre le mouvement des masses. Non, il ne peut s'agir de demander au rassemblement des brigands impérialistes réunis à Charm-El-Cheik de « tenir leurs engagements » comme le font les représentants « officiels » du mouvement pour le climat, mais de combattre pour le renversement de leurs régimes, hors duquel il n'y a point de salut.

« Le grand conflit arrive » (Charles Richard, dirigeant du Pentagone)

Sans le renversement des régimes capitalistes, il n'y a point non plus de salut pour éviter la guerre.

Charles Richard, qui dirige le Commandement stratégique (Stratcom) du Pentagone l'affirme froidement, « la crise ukrainienne actuelle, ce n'est qu'un échauffement ». Dans les propos de ce dirigeant militaire américain, il faut sans doute faire la part du lobbyisme en faveur d'une nouvelle augmentation massive du budget militaire US dont il dit explicitement qu'il vise à contrebalancer l'augmentation pharaonique du budget militaire chinois. Mais quels que soient les délais dans lesquels s'inscrit la perspective d'un nouvel affrontement planétaire inter-impérialiste, telle est bien la perspective ouvertement envisagée au sommet des différentes puissances impérialistes. Faut-il le dire ? La rencontre à Bali entre Biden et Xi ne fait pas disparaître cette perspective. Elle indique qu'il ne s'agit pas de s'y engager immédiatement. Mais la logique de la guerre économique engagée via le « découplage » de l'économie mondiale, c'est la guerre tout court, dont Clausewitz indique qu'« elle n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ».

La guerre en Ukraine a déjà ce caractère de prélude à un embrasement général. Elle n'a d'ores et déjà plus rien d'un conflit local. Ce caractère est d'ailleurs revendiqué par les protagonistes eux-mêmes, par exemple lorsque Zelenski déclare que « la victoire de l'Ukraine sera la victoire de l'Occident ». La retraite de l'armée russe de Kherson ne fait que confirmer ce que nous avons écrit dans les bulletins précédents : la supériorité de l'armée ukrainienne n'a pas d'autre explication que l'écrasante supériorité de la technologie militaire US. Pour les masses au plus près du champ de bataille, les conséquences sont effroyables. En

Ukraine, un hiver terrible en vue sans eau, sans chauffage, sans électricité au point qu'est envisagé le déplacement des 3 millions d'habitants de Kiev. Pour les troupes des deux côtés, des pertes énormes. On cite ce régiment russe envoyé en première ligne avec quelques armes automatiques dont seule une trentaine d'hommes a survécu sur les plus de 500 que comptait le régiment.

Voilà le sort que C. Richard envisage de généraliser à l'échelle de la planète. On ne peut prétendre éviter ce sinistre destin par des proclamations pacifistes, moins encore en prétendant se protéger derrière les résolutions de l'ONU – comme le proposent tous les appareils dirigeants du mouvement ouvrier. L'ONU est précisément le lieu où se rassemblent tous les fauteurs de guerre. On ne peut le faire que par la méthode par laquelle le parti bolchevik a mis fin à l'engagement de la Russie dans la première guerre impérialiste de 1914 : en renversant le gouvernement fauteur de guerre, le gouvernement Kerenski. Il faut renverser les gouvernements bourgeois.

Mais à cet égard, il faut mesurer toute la distance qui nous sépare de 1917. Le prolétariat ukrainien est probablement largement anesthésié par la succession des « victoires » militaires et en même temps, à juste titre, révolté par les horreurs de l'occupation russe. Ainsi, l'union nationale joue à plein au service du gouvernement pro-impérialiste de Zelenski. Du côté de la Russie, quelques échos parviennent des véritables mouvements de rébellion dans l'armée russe de la part des soldats envoyés à la boucherie. On ne peut douter non plus du rejet de la guerre par la jeunesse russe. Mais à ce stade, le prolétariat russe ne s'est pas mis en mouvement. Il y a évidemment le rôle des « syndicats » russes, syndicats d'État ou semi-étatiques. Il

y a aussi le poids accablant de l'histoire de ce prolétariat : les décennies de stalinisme, la « thérapie de choc » des privatisations, les deux décennies du régime policier de

Poutine. Sans doute, cette situation n'est pas éternelle. Mais c'est l'état des choses aujourd'hui.

Macron, l'« économie de guerre » et les avatars de la « défense européenne »

Avec des moyens infiniment plus réduits, Macron ne tient pas un discours différent de celui du chef du Pentagone. « *L'agression en Ukraine pourrait préfigurer des conflits encore plus durs à l'avenir* ». Voilà ce qu'il a déclaré récemment à Toulon. *Les Echos* du 9 novembre, qui rend compte de son discours, précise : « *Pour le président, le conflit en Ukraine provoque une révolution stratégique. D'un monde où l'on cherchait l'interdépendance pour éviter les conflits, on entre dans un monde où il faut chercher l'indépendance en prévision de futures guerres.* » Une nouvelle loi de programmation militaire sera présentée au Parlement en janvier.

« *Tout cela ne se fera pas du jour au lendemain* », a commenté Sébastien Lecornu [ministre des armées] tout en précisant avoir établi avec les industriels français un « *Top 10 des armes prioritaires. Parmi elles, figurent les obus de 155 mm, dont la production doit passer de neuf à trois mois. On retrouve aussi la défense sol-air ou encore les canons Caesar, dont les délais de production par Nexter doivent baisser à douze mois, a indiqué le ministre* », cite encore le journal, qui précise : « *Le député (LR) Jean-Louis Thiériot, auteur en février d'un rapport sur la haute intensité, évalue "entre 3 et 6 milliards d'euros, en plus des 3 milliards déjà budgétés dans la loi de programmation militaire", les besoins pour reconstituer les stocks français de munitions.* »

Dans le même discours de Toulon, Macron a insisté sur la nécessité d'une « défense européenne ». Mais sur ce

« Qui financera l'économie de guerre ? » (Les Echos du 7 octobre)

Telle est la question que pose en toute simplicité le journal patronal. La question est d'autant plus épineuse que l'endettement français bat les records. Il y a évidemment la dette d'État, mais pas seulement. La dette totale (publique et privée) du pays atteint 350 % du PIB. C'est un record en Europe, qui dépasse même sur ce plan la Grèce, et c'est le deuxième au monde après celui du Japon !

À vrai dire, il y a une seule et unique réponse à cette question, que ne donne pas *Les Echos*. Celui qui financera l'« économie de guerre », c'est le prolétariat. Tel est le sens du budget qui vient d'être adopté comme la loi de financement de la Sécurité sociale à grands coups de 49ter, sans même que les appareils syndicaux ne lèvent le petit doigt.

Le budget consacre la réduction massive du salaire réel des fonctionnaires : l'augmentation de 3,5 % du point d'indice est bien loin de compenser l'inflation réelle de 2022, au moins double de cette augmentation de 3,5 %. La réalité de la prétendue priorité à l'Éducation, c'est la fermeture de 7 lycées sur la seule région Île-de-France à la prochaine rentrée, c'est la réduction continue depuis des années de la somme consacrée par le budget du supérieur par étudiant, c'est la suppression programmée de centaines de postes de professeurs de lycée professionnel reversés dans les écoles, collèges et lycées.

terrain, il subit camouflet sur camouflet. Le dernier en date porte sur le « bouclier anti-aérien européen ». Quelques mois après avoir opté pour l'avion de chasse américain, gelant le projet d'avion franco-allemand, Scholz vient d'initier une défense anti-aérienne en collaboration avec les États-Unis et Israël, associant 13 pays européens en opposition aux velléités françaises d'une défense européenne commune. *Le Monde*, voix autorisée de l'impérialisme français, titre périodiquement sur l'« isolement » de l'Allemagne en Europe. C'est exactement l'inverse. C'est la France qui se trouve en réalité totalement marginalisée. C'est Macron qui proteste en vain contre la dernière décision de la BCE d'augmenter ses taux directeurs de 0,75 % parce que l'augmentation des taux d'intérêts constitue une menace terrible à cause de l'endettement du pays. Même ses tentatives de s'appuyer sur un front des pays méditerranéens contre l'Allemagne vient de se fracasser sur la question des migrants, où le conflit avec l'Italie est ouvert. La tentative de l'impérialisme français de s'appuyer sur l'Europe pour sauver sa propre place se heurte à la dure réalité des rapports de force économiques. Que ce soit dans ses rapports avec la Chine, en matière de politique de défense, en matière de subventionnement de sa propre industrie, la politique de Scholz est dictée par l'intérêt exclusif de l'impérialisme allemand. Les discours sur la « solidarité européenne » ne sont que verbiage creux.

La loi de financement de la Sécurité sociale, c'est la paupérisation accrue de l'hôpital public, qui à nouveau manifeste ses conséquences barbares à travers la situation de la pédiatrie par exemple. *Le Monde* du 6 novembre parle de la situation à l'hôpital de Marseille. Cela fait froid dans le dos : « *Depuis juillet, quatre lits de l'oncologie pédiatrique ont dû fermer faute de personnel. Les autres services ont suivi. Puis est arrivée l'épidémie de bronchiolite, à l'automne. Comme tous les ans. Mais pour la première fois, elle a tout englouti (...) A chaque étage, des traitements – opérations, chimiothérapie – ont dû être repoussés... Depuis quelques semaines, celles [les infirmières] qui restent sont tellement débordées qu'elles oublient parfois de prévenir les familles quand elles décalent une chimio. Alors quand les parents débarquent avec leur enfant malade et leurs valises, prêts pour plusieurs jours d'hospitalisation, c'est le drame...* » Et le chef de service hématologie conclut par ce constat terrible : « *On est délétère dans le traitement de l'enfant* ». Délétère : le mot est lâché, dont le Robert nous donne la définition : « *qui met la santé, la vie en danger.* »

La « solution » du ministre Braun : le « Plan blanc », qui signifie pour le personnel la possibilité d'être appelé à tout instant, le renoncement aux congés prévus.

La solution du ministre Braun au problème des « déserts médicaux », dont la cause fondamentale est la réduction

massive (de 8 500 en 1970 à 3 500 vingt ans plus tard) du nombre d'étudiants en médecine admis à continuer leurs études après la première année, c'est la déqualification générale. Vous n'avez pas de médecins ? Vous vous contenterez d'« assistants médicaux » ou d'infirmiers pourvus d'une « délégation de soin ». Ainsi, le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie déclare : « *Si les généralistes passaient de 1 000 à 1 200 patients suivis en moyenne, cela réglerait le problème des assurés qui ne trouvent pas de médecin traitant* ». Ainsi s'étale avec cynisme l'objectif du gouvernement.

Le gouvernement n'a pas eu besoin, par contre, du 49^{ter} pour faire passer la loi sur l'assurance-chômage. LR lui a prêté main forte, moyennant un durcissement

Au cœur de l'offensive gouvernementale, la contre-réforme des retraites, préparée en pleine concertation avec les dirigeants syndicaux

Il faut revenir à la question : « *Qui financera l'économie de guerre ?* » et la mettre en relation avec la contre-réforme des retraites. *Les Echos* du 30 septembre nous apprennent : « *L'Institut Montaigne tablait de son côté sur une économie située entre 6 et 10 milliards par an en 2027 pour l'ensemble de la réforme. Pour le seul report de l'âge de départ, (...) sur un gain brut de 27 milliards en 2032 (hausse des recettes de l'ordre de 7 milliards et moindres dépenses de près de 20 milliards).* »

Mais, affirme le ministre Dussopt la main sur le cœur, les économies générées par la réforme ne visent qu'à « rééquilibrer » le système, pas à financer d'autres dépenses. C'est une fiction. Dans la Fonction publique, le paiement des pensions constitue une ligne budgétaire de l'État. Il n'y a pas de caisse de retraite. La réduction massive du montant des retraites permet donc de diminuer d'autant les budgets de l'enseignement, des hôpitaux... et donc le transfert, par exemple, sur les budgets de l'armée ou de la police. La réforme visant à faire collecter les cotisations « retraites complémentaires » directement par l'URSSAF a la même fonction : permettre de drainer le montant des cotisations vers d'autres postes budgétaires. C'est une des raisons pour lesquels il faut dire qu'accepter comme le font tous les appareils syndicaux de se situer sur le terrain de l'« équilibre » du régime de retraites, c'est déjà avaliser la réforme, surtout lorsqu'on prétend s'appuyer sur les conclusions du COR (Conseil d'orientation des retraites), alors que le COR – où siègent les appareils syndicaux – vient une fois de plus de produire toutes les études nécessaires au gouvernement pour justifier sa réforme.

Nos lecteurs pourront prendre connaissance dans ce bulletin de notre « supplément Retraites » qui montre que le cadre de la concertation a été tracé sans la moindre ambiguïté par Macron. La concertation porte sur la mise en œuvre de la contre-réforme et rien d'autre. Les observateurs et journalistes bourgeois eux-mêmes

supplémentaire de la loi. Mais la participation des appareils syndicaux à toute la « concertation » lui a été d'un précieux secours. Concertation qui se poursuit sur les décrets d'application. C'est d'abord à l'ensemble des « partenaires sociaux », réunis le 21 novembre au ministère du Travail, que Dussopt a annoncé la réduction de 25 % de la durée d'indemnisation des chômeurs, « *qui précipitera dès 2023 des centaines de milliers d'entre eux dans un dénuement absolu. La concertation va désormais se poursuivre sur la « gouvernance du système* ». De même elle continue à travers le projet de la mise en place de « France Travail », notamment le conditionnement du RSA à une activité de travail.

s'étonnent, dans ces conditions, de l'acceptation servile par les appareils de la concertation.

Ainsi le dialogue entre les journalistes de RTL avec Martinez invité à l'émission « Le Grand Jury » du 13 novembre.

La journaliste : « *Parler, c'est possible, non ? Je vous pose la question parce que sur la question des retraites - et vous nous arrêtez si on se trompe - vous participez au second round des négociations, des discussions. Donc parler, c'est possible ?*

Martinez : (...) *moi ce que je constate - et tout le monde peut le constater - c'est que malgré ces concertations, pour l'instant, le président de la république n'a pas changé d'avis : il veut toujours repousser l'âge de départ à la retraite.*

Le journaliste : *Alors pourquoi êtes-vous autour de la table ? C'est la question.*

Martinez (bêgaie puis) : *La question qui est posée c'est... nous, on fait des propositions... et moi je vous retourne la question : pourquoi le président de la république n'écoute pas les propositions des organisations syndicales ? (...).* »

Le journaliste n'aura pas la réponse à la question cruciale : « *Pourquoi êtes-vous autour de la table ?* »

On comprend que Martinez n'y réponde pas. S'il y répondait, il faudrait qu'il dise : « *Nous sommes autour de la table parce que notre pire cauchemar serait que les travailleurs imposent un véritable affrontement avec le gouvernement Macron. Notre pire cauchemar serait que les travailleurs défassent Macron sur les retraites. Notre pire cauchemar serait qu'à partir de là la question de chasser Macron soit immédiatement à l'ordre du jour. Notre pire cauchemar serait qu'alors la situation nous échappe et que soit mis à l'ordre du jour la mise en place d'un gouvernement des seules organisations ouvrières dont les travailleurs exigeraient la satisfaction des revendications* ».

Voilà ce que Martinez évidemment ne peut pas dire.

Immigrés sans papiers : « Le préfet veillera à leur rendre la vie impossible » (Darmanin)

C'est cette politique de collaboration des appareils syndicaux qui fait que sur tous les terrains le

gouvernement peut mener son offensive réactionnaire et nauséabonde.

La LOPMI (Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur) est sur le point d'être adoptée, après avoir été plébiscitée et aggravée au Sénat. Notons le vote favorable et honteux des sénateurs du PS. Le dernier passage à l'Assemblée devrait être une formalité avec le vote favorable de LR, probablement du RN, et le soutien honteux des députés PS – qui prendra ici possiblement la forme de l'abstention. Rappelons que ladite loi prévoit 15 milliards de plus pour l'appareil de répression, la création de 8 500 postes de policiers et celle de 11 unités de forces mobiles « spécialisées dans l'intervention rapide pour mettre fin à des affrontements violents », donc spécialisées dans la répression des manifestations.

De même, se prépare la loi immigration pour le début de l'année prochaine.

Dans les considérants de cette loi, Darmanin n'hésite pas à assimiler immigration et délinquance : « Il y a 7 % d'étrangers dans la population et ils représentent 19 % des actes de délinquance », et il indique le but de la loi qui se prépare : « leur rendre la vie impossible » (*Le Monde* du 3 novembre). Il s'agit de pouvoir prendre les arrêtés d'expulsion en quelques minutes (juge unique, décision en visioconférence), d'interdire de fait le regroupement familial, d'instaurer la possibilité d'expulser des immigrés arrivés en France avant l'âge de 13 ans, etc. Par ailleurs, le projet instaure un permis de séjour « métiers en tension », répondant aux demandes des patrons d'un certain nombre de secteurs. Le travailleur ne sera autorisé à séjourner que pour autant que son contrat de travail sera en cours... et pour autant que son métier continuera à être défini comme « en tension ».

C'est le même jour (le 3 novembre) que le député De Fournas (député du RN) s'exclame en réponse au député LFI Carlos Martens Bilongo : « Qu'il(s?) retourne(nt?) en Afrique ». Après tout, il ne fait que reprendre le contenu même du projet de loi Darmanin, dont le sens est bien : « Qu'ils retournent en Afrique ». Pourtant, dans un bel élan unanime (hors du RN évidemment) de tous les bancs de l'Assemblée on s'indigne au nom de « nos valeurs ». Unaniment (sauf le RN), décision est prise de

« sanctionner » le député. Coïncidence sans doute, mais coïncidence bien mise à profit : l'affaire De Fournas joue admirablement le rôle de blanchiment de la loi raciste de Darmanin, lequel se trouve avec le gouvernement Macron-Borne ainsi placé du bon côté de « nos valeurs ».

Même soutien au gouvernement à propos de l'accostage de l'*Ocean Viking* : rempli de migrants sauvés par les associations d'une mort certaine en Méditerranée (comme les 1 628 comptabilisés officiellement comme décédés en 2022 en date du 6 octobre), l'*Ocean Viking* a erré au large des côtes italiennes pendant des semaines. Mais voilà que Darmanin annonce que le bateau pourra mouiller dans le port de Toulon. Là encore, soutien enthousiaste de Roussel (PCF), de Manon Aubry (LFI). Soutien encore des représentants EELV, de Carlotti (sénatrice PS), etc., tous fustigeant « l'extrême droite » au pouvoir en Italie. Pourtant, dans le même temps, Darmanin annonce comme mesure de « rétorsion » qu'il remet en cause son engagement de recevoir 3 000 migrants venus d'Italie ; et peu de temps après, que les migrants de l'*Ocean Viking* seront parqués dans une zone de transit. Au terme d'une procédure expéditive, le même Darmanin annonce le renvoi immédiat de plus de 40 d'entre eux, le sort des autres étant suspendu au résultat de leur demande d'asile.

En réalité, la politique de Darmanin par rapport aux migrants de l'*Ocean Viking* se situe dans la droite ligne de celle qui prévaut à l'égard de ceux qui cherchent à passer en Grande-Bretagne. La décision délibérée du CROSS (Centre régional opérationnel de surveillance et de secours) de laisser mourir il y a un an 27 migrants en détresse dans La Manche est désormais rendue publique par les enquêteurs eux-mêmes. C'est dans la continuité de cette décision barbare que les gouvernements britannique et français se sont mis d'accord moyennant un chèque britannique de 72 millions pour renforcer la lutte contre les passages en Angleterre. *Le Monde* s'étonne ingénument que sur ces 72 millions, rien ne soit prévu pour renforcer les secours en mer. Mais la réponse a déjà été donnée voilà un an...

Les travailleurs des raffineries trahis et défaits

Mais qu'en est-il des réactions du prolétariat ? Il est indispensable d'analyser sérieusement ce qui s'est passé dans les raffineries, puis dans les centrales électriques.

Il est incontestable que les travailleurs des raffineries ont cherché à porter le fer dans un secteur où les revendications d'augmentation de salaires sont particulièrement évidentes. Le secteur pétrolier a accumulé des profits faramineux, utilisant avec le plus grand cynisme la possibilité qui lui était donnée d'augmenter les prix alors que l'activité reprenait à fond, en particulier dans les transports. Les patrons des groupes ont distribué massivement les dividendes, pendant que les salaires réels diminuaient. A TotalEnergies, comme à Exxon, les travailleurs ont décidé la grève, anticipant parfois sur le timing prévu par les dirigeants syndicaux. Par ailleurs, et malgré les vociférations du gouvernement et du patronat, la grève était populaire : la revendication de 10 % constitue la traduction populaire de l'exigence d'échelle mobile des salaires tant il est vrai que c'est bien

de 10 % que se trouvent augmentés les prix des produits de consommation courante.

Le tournant fut la décision du gouvernement de réquisitionner les travailleurs ou plutôt des travailleurs dont dépendait la sortie du pétrole raffiné. Évidemment, la réquisition posait le problème de l'affrontement avec le gouvernement. L'appareil CGT dans ces conditions ne put rester sans réagir. Mais alors que la mobilisation des salariés de Total sur les salaires et la réquisition gouvernementale mettaient à l'ordre du jour le combat centralisé du prolétariat pour l'indexation des salaires sur les prix et le retrait de la réquisition, l'appareil CGT se refusa à mettre en avant concrètement le mot d'ordre qui aurait pu permettre de rassembler l'ensemble du prolétariat dans une bataille classe contre classe pour imposer la revendication d'indexation ou d'échelle mobile permettant de préserver le prolétariat du fléau de l'inflation. Il alla même jusqu'à saboter toute possibilité d'un combat réel contre la réquisition en appelant les

travailleurs « à aller manifester leur solidarité » en se rendant sur les piquets de grève, comme si cela pouvait empêcher la réquisition, et en se présentant en conseiller du gouvernement proposant des alternatives à la réquisition (qualifiée de « connerie » par Martinez), telles que la possibilité pour le gouvernement de recourir aux réserves stratégiques pour briser la grève. Au lieu d'ouvrir une voie au prolétariat pour affronter le gouvernement et imposer la satisfaction de sa revendication centrale de l'heure, c'est donc au contraire à une journée d'action, sur le modèle de toutes les journées d'action, c'est-à-dire sans mot d'ordre précis, que l'appareil CGT appela, avec FO et la FSU, au 18. Bien évidemment, le résultat fut à la hauteur du travail de sape de l'appareil CGT qui porte la

responsabilité avec les autres appareils d'avoir sabordé une possibilité d'inflexion réelle dans la situation politique.

Dès lors chacun jouait sa partition. La CFDT signait dans le secteur un accord de diminution de salaire de 5 %, à valoir sur 2023. L'appareil de CGT, lui, appelait à la reconduction, raffinée par raffinée, jusqu'à ce que mort s'en suive, en agrémentant ces appels de la proposition de « protocole de fin de conflit », que le patronat pouvait traiter avec mépris, entendant bien faire boire aux travailleurs la potion de la défaite jusqu'à la lie. Pour 2022, l'augmentation du salaire des travailleurs ne dépassera guère 2 %.

Matraquage via les journées d'action et concertation sur le « partage de la valeur »

Dans le secteur de l'énergie, toutes les directions syndicales signent un accord par lequel le salaire de base est augmenté de... 2,3 %, auquel on peut ajouter une mesure de grille de 0,4 %, tout le reste étant constitué d'augmentations individuelles et de primes (qui par définition ne sont pas pérennes). Ces augmentations n'interviennent d'ailleurs qu'à compter du 1^{er} janvier 2023 (pour 2022, les deux augmentations prévues culminent à 1,3 %). A cela s'ajoute à EDF, par accord d'entreprise, une augmentation de 2,3 % et une prime de 2 600 euros brut. L'appareil de la CGT présente cela comme « une grande victoire », affirmant : « *Tous les travailleurs auront 200 euros de plus par mois* », et dès lors martèle : « *Là où les travailleurs luttent, la lutte paie* », ce qui revient à faire porter à la masse des travailleurs la responsabilité de la diminution de leur salaire.

syndical dans son objectif de convaincre les travailleurs à la fois de leur propre impuissance et de leur propre responsabilité dans les coups qui pleuvent sur eux.

En même temps, tous les dirigeants syndicaux se rendent à la concertation sur « *le partage de la valeur* » initiée par le gouvernement. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'opposer à l'augmentation générale des salaires, à l'échelle mobile des salaires que Macron a explicitement rejetée dans son intervention du 26 octobre, les « *dividendes salariés* », primes diverses de « *participation* », d'« *intéressement* » qui toutes ont vocation à conditionner la rémunération à la situation économique de l'entreprise, donc à subordonner le salaire du travailleur à la réussite de celle-ci sur le marché capitaliste. Il s'agit donc d'une mesure anti-salariale, substituant au salaire le prétendu « partage de la valeur ». Naturellement, les dirigeants syndicaux ont protesté et demandé qu'on discute « aussi » salaires. Mais justement, et comme l'a rappelé le MEDEF, les deux choses sont incompatibles. Il n'y aura donc pas de discussion sur les salaires, mais les bureaucrates ne quitteront pas la table pour autant !

C'est sur cet axe que l'appareil organise les journées d'action à répétition « ad nauseam » (jusqu'à la nausée) : le 27 octobre, le 10 novembre, avec une participation de plus en plus fantomatique (quelques centaines à Paris le 10 novembre !). Échec ? Ou plutôt succès de l'appareil

Le prolétariat et la jeunesse impuissants. La place politique de LFI

Il faut le reconnaître : la politique des appareils syndicaux rencontre pour l'instant peu de résistance dans le prolétariat et la jeunesse. Même lorsque les travailleurs tentent de s'engager, ils restent prisonniers de la politique des directions syndicales. C'est ce qu'a révélé le mouvement des raffineries. Il n'y a pas eu de tentatives par les travailleurs de prendre en main les choses eux-mêmes, pas de constitution de comités de grève. Le cadre du combat « boîte par boîte » n'a pas été débordé.

près, scruter la position de LFI sur le budget militaire à travers, par exemple, son intervention à la commission de défense de l'Assemblée nationale : « *Notre groupe salue la progression du budget mais les fameux 3 milliards d'euros supplémentaires promis ne sont pas au rendez-vous* (souligné par nous). *Ce budget ne tient pas compte de l'inflation, estimée à 4,2 % en 2023. (...) Alors que le ministre annonce le doublement des effectifs de la réserve opérationnelle, aucune mesure n'est prise en ce sens dans le budget pour 2023. Les 1 500 créations nettes de postes civils, notamment dans le renseignement ou la cyberdéfense, sont salutaires mais comment renforcerez-vous les effectifs opérationnels envoyés sur les théâtres d'opérations ?* » LFI se pose en ultra de l'« économie de guerre » et des interventions impérialistes.

Ni la classe ouvrière ni la jeunesse n'acceptent pourtant le sort qui leur est fait.

Ce qui impuissante d'abord et principalement le prolétariat en France, c'est l'absence d'issue politique ouvrière. Le PS, le PCF, les partis d'origine ouvrière sont à un stade agonisant dont ils ne se relèveront pas, même si le PCF continue de jouer son rôle dans les organisations syndicales de promoteur du dialogue social et des journées d'action.

Mais, objectera-t-on, Mélenchon ne dit-il pas à qui veut l'entendre qu'il veut écourter la vie de l'Assemblée nationale et faire tomber le gouvernement ? N'est-ce pas le sens des motions de censure à répétition qu'il a déposées ? L'épisode des motions de censure est effectivement éclairant. Commençons par dire que la motion de censure n'avait dans l'état actuel des choses

Sur le terrain de leur décomposition, est apparu LFI, dont les derniers faits d'arme politiques ont encore illustré la nature. Les médias présentent volontiers LFI comme un farouche opposant à Macron. Il faut y regarder de plus

aucune chance de succès, et que d'une manière générale elle ne pouvait espérer l'emporter que par l'alliance avec LR et le RN. Pas de quoi rebuter LFI, dont les dirigeants eux-mêmes ont indiqué avoir écrit l'une d'elles dans des termes tels que le RN puisse la voter. Les dirigeants LFI ont revendiqué le vote commun avec le RN, par la voix de Mélenchon, de Coquerel, de Bompard (Mélenchon : « *Il n'a manqué que 50 voix* »). Mieux même, le député Corbière a vu dans ce vote commun l'esquisse d'une majorité alternative : « *Il existe une majorité alternative,*

La puissance du prolétariat et de la jeunesse est entravée. Elle n'est pas anéantie

Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Quelles que soient les difficultés du prolétariat et de la jeunesse à engager le combat et à infliger une défaite à Macron, sa force ne s'est pas évanouie.

Si l'on porte notre regard sur la situation internationale, on voit de quel héroïsme est capable la jeunesse en Iran, malgré les tirs à balles réelles et les condamnations à mort, pour en finir avec le régime des mollahs (voir notre communiqué sur l'Iran plus loin dans ce numéro). Et ce combat n'est nullement inspiré par la sympathie pour les puissances impérialistes. Il ne revendique sûrement pas l'aggravation de l'embargo qui étouffe le peuple iranien, quoiqu'essaie de faire croire Macron en recevant trois iraniennes soigneusement choisies pour accréditer cette thèse.

En Europe même, le gouvernement Sunak n'en a pas fini avec le prolétariat britannique. Il faudrait même dire que si le prolétariat britannique n'en a pas fini avec le gouvernement Sunak, c'est uniquement du fait de la politique de soutien de fait à Sunak qui est celle des dirigeants du Labour Party et d'une autre manière des dirigeants syndicaux (voir article dans ce numéro).

Le surgissement du prolétariat peut advenir à tout moment, sans qu'on puisse pronostiquer d'où il viendra. L'immense manifestation madrilène (200 000 selon les flics, 650 000 selon les organisateurs) contre la privatisation du système de santé en témoigne. Et pourtant, en Espagne comme en France, le prolétariat est confronté à l'association constante des dirigeants syndicaux à la politique du gouvernement et des régions via le « dialogue social ».

Il n'existe pas d'équivalent en France à un tel mouvement. Mais dans les lycées professionnels, le fait que contrairement à leurs intentions initiales les dirigeants des trois principaux syndicats (affiliés à FO, à la CGT et à la FSU) aient dû renoncer à se rendre à la concertation ministérielle est évidemment très important.

C'est la direction du SNUEP-FSU (syndicat des professeurs de lycée professionnel) qui écrit : « *Les professeur-es de lycée professionnel ne sont pas dupes des pseudos concertations organisées par Carole Grandjean. Celles-ci ne sont qu'un alibi pour tenter de diviser les personnels, faire taire la contestation et empêcher les mouvements de grève (...)* Le SNUEP et la FSU dénoncent

la majorité du peuple ». Soutien ultra à l'impérialisme français, recherche d'alliance parlementaire jusque sur les bancs du RN : ce ne sont pas là des embaardées ou des bavures. LFI s'est constitué en rupture avec le mouvement ouvrier, sur le terrain de la nouvelle opposition entre « le peuple », « la patrie » d'une part, et les « élites » d'autre part, se substituant à la lutte des classes. Produit de la décomposition du mouvement ouvrier et agent actif de celle-ci, LFI se dresse contre toute alternative ouvrière au gouvernement Macron.

la méthode grotesque. La ministre déléguée prétend que tout est ouvert et qu'elle annoncera ses orientations et arbitrages début 2023. Pourtant, les conclusions sont déjà écrites : l'augmentation du nombre de semaines de stage, la révision des cartes de formation au prisme de l'intérêt économique des entreprises de proximité et la révision des organisations pédagogiques sont des éléments intangibles des concertations. Ces dernières se déroulent « tranquillement » sans les syndicats qui représentent plus de 70 % des PLP. Le SNUEP et la FSU refusent de participer à cette mascarade »

Et de conclure : « *Deux choix possibles : résister ou collaborer* ».

Le constat est imparable. Le SNUEP, comme la CGT et FO qui refusent de participer à la concertation, n'en tirent cependant pas la conclusion que pour obtenir le retrait de la réforme-destruction, il faut, au lieu d'appeler à des journées d'action saute-mouton à répétition, organiser le combat central contre le gouvernement. Mais s'agissant du refus de participer à la concertation, on ne peut que l'approuver.

Au-delà de la question des lycées professionnels, n'y a-t-il pas matière à s'interroger ? Est-ce seulement dans les lycées professionnels que « *les conclusions (des concertations) sont déjà écrites* » ? Est-ce seulement dans les lycées professionnels que les concertations visent à « *faire taire la contestation* » – mieux vaudrait dire : visent à interdire l'action efficace pour défaire le gouvernement ?

Les conclusions de la contre-réforme des retraites ne sont-elles pas aussi « *déjà écrites* » ? La concertation qui se déroule depuis plus d'un mois n'a-t-elle pas pour objectif de paralyser le combat des travailleurs pour mettre en échec le gouvernement et obtenir le retrait de la contre-réforme ?

Il est bien évident qu'il n'y a de ce point de vue aucune différence entre la politique du gouvernement sur les retraites et sur les lycées professionnels.

Il n'y a donc rien de plus urgent que de combattre pour que les travailleurs imposent le retrait immédiat des dirigeants syndicaux de la concertation sur les retraites, première condition de l'engagement d'un vrai combat pour défaire le gouvernement.

**Combattre pour le socialisme, combattre pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire**

Pour les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme*, agir pour la rupture des directions syndicales avec le gouvernement, agir pour infliger une défaite au gouvernement Macron s'inscrit dans la perspective politique qui est celle des révolutionnaires et qui est rappelée dans le supplément « réforme de retraites » publiée dans ce bulletin :

« *Infliger une défaite franche au gouvernement Macron poserait la question de la constitution d'un autre gouvernement. Mais quel gouvernement ? Il ne peut s'agir que d'un gouvernement ouvrier prenant la forme d'un gouvernement des seules organisations ouvrières dont les travailleurs exigent satisfaction de leurs revendications.* (...) »

« *Guerre inter-impérialiste en Ukraine, récession économique annoncée et inflation, catastrophe climatique progressant à vitesse accélérée : voilà où conduit le maintien à l'échelle mondiale du système capitaliste, dont le moteur est la recherche du profit par la classe dominante au prix de la misère grandissante de la grande masse, de la liquidation des systèmes de santé et d'enseignement, du maintien des femmes travailleuses*

dans une situation d'oppression moyenâgeuse dans de nombreux pays.

Le combat pour le socialisme commence par le combat dans chaque pays pour le gouvernement ouvrier. En France, le combat pour le gouvernement ouvrier est inséparable du combat pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Seule la révolution sociale, renversant la domination du Capital, socialisant les grands moyens de production et d'échange, renversant dans chaque pays les gouvernements aux ordres de ce même capital, instaurant la république universelle des conseils ouvriers, peut éviter la catastrophe. Elle seule peut éviter que l'humanité s'enfoncé inéluctablement toujours plus profondément dans la barbarie, dont déjà ces dernières années montrent la progression inquiétante.

*De puissants mouvements spontanés ont lieu et ont eu lieu (Algérie, Sri Lanka, aujourd'hui Iran) mais ils ne peuvent aboutir sans que se constituent partout des partis ouvriers révolutionnaires, à l'échelle internationale, une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est à cette construction que les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme* entendent contribuer. »*

Le 21 novembre 2022



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr